



CDEN lundi 28 novembre 2022
Déclaration liminaire FSU 74

Un constat inquiétant : la fonction publique n'en finit plus d'être maltraitée et ses agent-es humilié-es. Conditions de travail dégradées, dévalorisation du métier, salaires de misère, tout comme le dérèglement climatique, le point de non-retour est atteint !

Dans l'éducation nationale la crise est bien là : la rentrée 2022 s'est faite dans une désorganisation totale due à l'impréparation et à la pénurie de professeurs. Les personnels subissent de plein fouet les conséquences des politiques Blanquer et Macron : l'austérité instaurée pendant cinq longues années n'a fait qu'amplifier la perte d'attractivité du métier d'enseignant. Force est de constater que les étudiants ne veulent plus d'un métier qui s'est précarisé avec des conditions de travail dégradées, puisqu'ils ne candidatent plus en nombre suffisant aux concours de recrutement de professeurs.

Le ministre Pap Ndiaye a promis un professeur devant chaque classe dès la rentrée de septembre. La FSU fait le triste constat que le compte n'y est pas, tant à l'échelle nationale que dans notre département. Pour faire face à cette pénurie et répondre à la promesse du ministre, l'administration a usé de tous les moyens pour recruter massivement des contractuels qui ont dû montrer leur motivation en 30 minutes et s'estimer « formés » en 4 jours, ce qui n'a pas manqué de dégrader encore l'image du métier d'enseignant dans la population ! Comment comprendre le Projet de Loi de Finances 2023 qui prévoit 2 000 suppressions de postes dans l'Éducation (1 000 dans le 1^{er} degré, 500 dans le 2nd degré public, 500 dans le 2nd degré privé) !

Alors que le métier d'enseignant nécessite la réussite à des concours parmi les plus difficiles de la fonction publique, comment accepter ce mode de recrutement au rabais ? Le ministère en a-t-il vraiment mesuré les conséquences sur les futures générations d'élèves ? Car enseigner ne s'improvise pas, c'est un métier difficile et qui s'apprend ! Pour remédier à cette pénurie de professeurs, la FSU demande à ce que la promesse faite par Jean-Michel Blanquer et reprise par Gabriel Attal soit tenue : celle d'une revalorisation historique qui doit permettre aux enseignant-es de France d'être parmi les mieux payé-es d'Europe et cela sans contreparties.

Actuellement, le compte n'y est pas et les professeur-es ont largement exprimé cette opinion lors des mobilisations du 29 septembre et du 18 octobre derniers. Notre pétition demandant 300 € supplémentaire pour les professeurs des écoles et AESH a obtenu près de 50 000 signatures en quelques jours. Les enseignants ne veulent pas de rémunération conditionnée à des tâches supplémentaires : travailler plus pour gagner plus, c'est une politique déjà connue qui n'a abouti qu'à une dégradation des conditions de travail des professeurs : heures supplémentaires (HSE ou HSA) IMP, prime Professeur Principal...toutes ces rémunérations impliquent un travail supplémentaire qui est refusé par de plus en plus de professeur-es, déjà surchargé-es de travail. Et quel travail supplémentaire pourrait-on donner aux professeurs des écoles ?

Quand le ministère évalue lui-même le temps de travail des professeurs de second degré à 42h hebdomadaires en moyenne, ceux du premier degré à 43 h, qu'il reconnaît que les enseignants travaillent en moyenne 34 jours pendant les vacances, comment ose-t-il nous proposer de travailler encore plus ? Comment ose-t-il simultanément allouer près de 2 milliards pour la création du Service National Universel et prévoir des subventions destinées à financer des partenaires extérieurs (pour le dispositif « Devoirs faits » entre autres) alors qu'il ne paie pas correctement ses propres personnels ? De leur côté, les enseignant-es ont débuté l'année avec de nombreuses situations explosives à gérer : des inclusions qui ne se déroulent pas correctement, des élèves qui doivent être intégrés en structures spécialisées (SEGPA, ULIS, IME) mais qui n'en bénéficient pas par manque de place ou par de nombreux refus auxquels les parents et les collègues n'ont aucune information supplémentaire.

Dans l'enseignement général, le constat est affligeant : classes surchargées, postes non pourvus, contractualisation massive des collègues, AESH manquantes ou mutualisé-es à outrance. Cette réalité devient chaque jour plus insupportable à vivre !

Dans le premier degré, les équipes éducatives sont mises sous pression : manque d'AESH pour répondre aux notifications MDPH, manque de remplaçant-es pour pallier les premiers congés maladies

ce qui entraîne une désorganisation certaine dans les écoles, personnels isolés face aux élèves éruptifs et, pour couronner le tout, des évaluations d'écoles décrétées par le ministère qui imposent un surcroît de travail inutile et stressant aux enseignant-es.

Et pendant temps-là, les psychologues scolaires, les médecins scolaires disparaissent progressivement de la carte départementale par manque d'attractivité du métier, mettant les équipes pédagogiques devant des réalités qui les submergent !

Dans l'enseignement professionnel : Le gouvernement entame une réelle entreprise de démolition des lycées professionnels. Pour cela, il a commencé une véritable campagne de communication calomnieuse à l'encontre des lycées professionnels et de leurs enseignant-es. Pour faire passer leur future réforme, ils tentent de faire croire que l'on réussirait mieux en apprentissage et que l'entreprise serait plus formatrice que le lycée professionnel. En voulant faire de celui-ci, le terrain de toutes les expérimentations possibles, en développant l'autonomie donnée aux chefs d'établissement, c'est effectivement le modèle de l'apprentissage qui est développé. Demain ce qui est à craindre, c'est la disparition d'un cadrage horaire par disciplines d'enseignement, une adaptation locale des contenus d'enseignement et une gestion des personnels par les chefs d'établissement avec un recours croissant aux contractuel.les notamment par le retour des professeur.es associé.es, des professionnel.les intervenant tout ou partie de l'année dans l'établissement. L'augmentation du temps de stage est imposée ; une année entière sur les 3 années du cycle BAC PRO, pour pallier le plus rapidement le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs et dans une logique d'abaissement du «coût» du travail et de recrutement des salarié.es pour une employabilité au rabais plutôt qu'à une formation à un métier. Il permettra au passage de faciliter la mise en place du mixage des parcours et des publics pour continuer à développer l'apprentissage. Cette réforme détériorera la qualité de la formation et limitera les poursuites d'études dans le supérieur, elle éloignera un bon nombre de jeunes de la qualification. Elle accentuera le décrochage, augmentant une fois de plus le nombre de jeunes ni en emploi ni en formation.

La dégradation de notre service public d'éducation s'aggrave cette année encore et plus que jamais, dans des proportions de plus en plus alarmantes ! Or nous le savons, quand le service public se dégrade, les familles qui en ont les moyens mettent leurs enfants dans le privé ! Et les autres restent sur le bord du chemin. Le choix du privé ne se fait pas aujourd'hui sur des questions religieuses, mais sur des considérations de niveau social, comme le montre la publication par le ministère de l'IPS, l'Indice de Positionnement Social, dans les écoles et collèges publics et privés sous contrat.

Une fois de plus, la FSU demande des moyens supplémentaires pour les personnels de l'éducation Nationale afin de leur permettre de remplir correctement leurs missions. Sur le long terme, nous affirmons que seul un plan de revalorisation de l'ensemble des carrières, et pluri-annuel, pourra permettre de nouveaux recrutements en redonnant de l'attractivité à nos métiers. Il est temps de redonner du souffle à l'enseignement public au lieu de le raboter toujours plus ! Ce ne sont pas seulement les personnels de l'éducation nationale qui sont laissés là, à l'abandon, sur le carreau. Ce sont également les élèves et leurs familles qui sont sacrifiés. Une école permettant à tous et à toutes de recevoir une éducation laïque et gratuite dans des conditions d'apprentissage convenables est-il devenu aujourd'hui un espoir utopique ?

